

— l'identification du dirigeant responsable envers l'autorité chargée de l'aviation civile ayant, au sein de l'installation, la responsabilité d'assurer que toute la construction est réalisée conformément aux critères exigés et que l'installation de construction se conforme en permanence aux données et aux procédures identifiées dans le manuel d'installation de construction ;

— l'identification du responsable ou du groupe de responsables, nommés afin d'assurer que l'installation se conforme aux exigences de la présente section, sont identifiés en regard des domaines respectifs dans lesquels s'exerce leur autorité. A cet égard, ces personnes doivent directement rendre compte au dirigeant désigné. Les connaissances, le cursus et l'expérience des responsables nommés doivent être appropriés aux responsabilités qu'ils assument ;

— une liste des personnels possédant les connaissances techniques nécessaires ;

— une description générale des installations ;

— une description générale du domaine d'activité de l'installation de construction ;

— la procédure d'amendement du manuel d'installation de construction ;

— une description du système qualité et les procédures relatives à la maîtrise des sujets spécifiés dans l'annexe I du présent décret.

Art. 10. — L'installation de construction doit tenir un registre de l'ensemble des personnes habilitées qui doit inclure les détails de leur domaine d'habilitation.

Art. 11. — La demande d'agrément doit comporter un règlement d'installation de construction établi conformément au règlement-type fixé en annexe II du présent décret.

Le règlement ou ses parties essentielles sont communiqués à tous les organes et personnes cités dans ce document. L'installation de construction doit veiller à ce que tous les documents soient amendés.

Section 2

De la procédure du traitement de la demande et de la délivrance de l'agrément d'installation de construction

Art. 12. — Dès réception du dossier complet du postulant, l'autorité chargée de l'aviation civile effectue une inspection en présence d'un représentant de l'installation pour vérifier si un agrément peut être délivré.

Pour l'inspection, elle peut faire appel à un expert.

Le résultat de l'inspection est consigné dans un procès-verbal, puis communiqué au postulant dans un délai de deux semaines.

Art. 13. — Si l'inspection révèle que toutes les conditions pour l'octroi de l'agrément ne sont pas remplies, l'autorité chargée de l'aviation civile indique au postulant les mesures complémentaires qu'il doit encore prendre et lui impartit pour cela un délai approprié.

Si le postulant n'a pas pris les mesures voulues dans le délai imparti, l'inspection est considérée comme négative.

Art. 14. — Si toutes les conditions sont remplies, l'autorité chargée de l'aviation civile accorde au postulant l'agrément d'installation de construction.

L'annexe à l'agrément précise les produits pour lesquels celui-ci est valable.

Art. 15. — Dans le cas où une extension de l'agrément de construction à d'autres aéronefs ou parties d'aéronef est sollicitée, l'installation est soumise à une inspection partielle conformément aux dispositions des articles 12 à 14 du présent décret.

Art. 16. — Dans des cas particuliers, l'autorité chargée de l'aviation civile peut temporairement autoriser la construction en série d'aéronefs ou de parties d'aéronef pour lesquels un certificat de type a été établi et qui ne figurent pas dans l'agrément d'installation de construction. Elle peut assortir cette autorisation de conditions.

Art. 17. — Le titulaire d'un agrément d'installation de construction est autorisé à fabriquer en série, contrôler et attester les produits conformément au règlement d'entreprise dotée d'installation de construction approuvé.

Ces droits ne peuvent être exercés que dans la mesure où les conditions prescrites au présent chapitre sont remplies.

Art. 18. — L'installation de construction est autorisée à procéder aux vols d'essai des aéronefs construits par l'entreprise munis de leur numéro de série aux conditions que l'organe chargé de l'assurance de la qualité ait attesté la conformité avec la définition du type, que les risques en responsabilité civile soient couverts et que le service de vol soit conforme au règlement de l'entreprise dotée d'installation de construction.

L'autorité chargée de l'aviation civile peut imposer des conditions particulières pour les vols d'essai.

Art. 19. — La délivrance de l'agrément d'installation de construction peut être refusée, notamment :

— si les conditions nécessaires à sa délivrance ne sont pas remplies ;

— si l'exploitation de l'installation demandée ne répond pas à un besoin suffisant.

Les décisions de refus de la délivrance de l'agrément d'installation de construction doivent être motivées et notifiées par l'autorité chargée de l'aviation civile au postulant par lettre recommandée avec accusé de réception.